



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

**RD7n –Création carrefour NORD PR 20+875 Commune  
de Sénas (13560)**

---

Date et heure limites de réception des offres :

Jeudi 30 juillet 2026 à 17:00

**Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône**

**DAP SAM-RP**

Hôtel du Département

52 avenue de Saint Just

13256 MARSEILLE CEDEX 20

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet .....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature.....	3
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Conditions de la consultation .....	4
2.1 - Compléments à apporter aux C.C.T.P et C.C.A.P .....	4
2.2 - Délai de validité des offres .....	4
2.3 - Forme juridique du groupement .....	4
2.4 - Variantes.....	4
2.5 - Développement durable .....	4
3 - Les intervenants.....	4
3.1 – Conduite d’opération .....	4
3.2 - Maîtrise d'œuvre .....	5
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	5
3.4 - Contrôle technique.....	5
3.5 - Contrôle extérieur .....	5
3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
4 - Conditions relatives au contrat .....	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	5
5 - Contenu du dossier de consultation .....	6
6 - Présentation des candidatures et des offres .....	6
6.1 - Documents à produire.....	7
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	10
7.1 - Transmission électronique.....	10
7.2 - Transmission sous support papier.....	11
8 - Examen des candidatures et des offres .....	11
8.1 - Sélection des candidatures.....	11
8.2 - Critères de jugement des candidatures .....	11
8.3 - Attribution des marchés.....	12
8.4 - Suite à donner à la consultation.....	14
9 - Renseignements complémentaires.....	15
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	15
9.2 - Procédures de recours .....	15

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

RD7n –Création carrefour NORD PR 20+875 Commune de Sénas (13560)

L'opération concerne l'aménagement de l'entrée de ville NORD de Sénas, avec création d'un carrefour entre la RD7n existante, classée Route à Grande Circulation (RGC) et deux voies communales nouvelles.

Les travaux de voiries, objet du marché, consistent à :

- aménager un carrefour de type double tourne-à-gauche, régulé par feux tricolores, sur la RD7n existante

- créer un tronçon de raccordement de la voie communale Est existante au carrefour créé.

Ils comprendront l'ensemble des prestations liées à la réalisation d'un tel aménagement : terrassements, chaussées, îlots et raccordements aux voies communales, signalisations horizontale, verticale de police et directionnelle, assainissement pluvial de voirie.

Lieu(x) d'exécution : Commune de Sénas (13560), Bouches-du-Rhône

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Travaux d'aménagement de voirie
02	Signalisations horizontales et verticales

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

## Forme de prix :

Les marchés sont passés à prix global forfaitaire.

Les candidats peuvent soumissionner pour un lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
01	45233100-0	Travaux de construction d'autoroutes, de routes
01	45233140-2	Travaux routiers

02	45233294-6	Installation de signalisation routière
02	45233221-4	Travaux de marquage routier
02	45233290-8	Installation de panneaux de signalisation

## **1.6 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## **2 - Conditions de la consultation**

### **2.1 - Compléments à apporter aux C.C.T.P et C.C.A.P**

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Techniques Particulières, ni au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

### **2.2 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres. Dans le cas de négociation, ce même délai sera reporté à compter de la date limite de réception des offres après négociation.

### **2.3 - Forme juridique du groupement**

Chaque marché sera dévolu soit à un candidat unique, soit à un groupement.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

### **2.4 - Variantes**

Aucune variante n'est autorisée.

### **2.5 - Développement durable**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental pour les 2 lots dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

L'attention des candidats est attirée sur les éléments suivants :

- Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire environnementale ;
- Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de sa non-conformité au cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre les documents et/ou indicateurs tels qu'indiqués à l'article 2 du CCAP, pour le lot concerné, pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

## **3 - Les intervenants**

### **3.1 – Conduite d'opération**

La conduite d'opération sera assurée par la Direction des Routes et des Ports.

### **3.2 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre sera assurée par la Direction des Routes et des Ports, déléguée au chef de l'Arrondissement de Marseille Etang-de-Berre (AMEB) 42, route de Saint-Pierre - 13500 MARTIGUES

### **3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par la Direction des Routes et des Ports, déléguée au chef de l'Arrondissement de Marseille Etang-de-Berre (AMEB) 42, route de Saint-Pierre - 13500 MARTIGUES.

### **3.4 - Contrôle technique**

Le contrôle technique sera désigné ultérieurement.

### **3.5 - Contrôle extérieur**

Le contrôle extérieur sera assuré par :

GINGER CEBTP

Direction Régionale - Service des Routes  
1030 av JRGG de la Lauzière - Les Milles  
13290 AIX EN PROVENCE

Missions : Assistance technique et contrôle extérieur pour les travaux d'infrastructure routière

GEOSAT / SE2T

17, rue Thomas Edison  
33600 PESSAC

Missions : Topographiques et foncières sur les routes départementales (Piquetage des limites du nouveau Domaine Public, Vérification d'implantation)

### **3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

## **4 - Conditions relatives au contrat**

### **4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

### **4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe 1 "Procédure pour la remise des offres par voie électronique"
- 1 Formulaire DC1 en vigueur
- 1 formulaire DC2 en vigueur
- 1 Formulaire DC4 en vigueur
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) à accepter sans modification ni rature et réserve.
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) de chaque lot
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) :
  - Fascicule A – Prescriptions générales (lots 1 et 2)
  - Fascicule B- Travaux de voirie (lot 1)
  - Fascicule C- Signalisation verticale (police directionnelle) (lot 2)
  - Fascicule D – Signalisation horizontale (lot 2)
- Le Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)
- Le dossier de plans
- Planning général prévisionnel
- Mesures d'exploitations sous chantier (principes)
- Dossier réseaux/ Les déclarations de travaux (DT) et les réponses des exploitants des réseaux
- Dossier réseaux/ Le plans des réseaux existants (informatif)
- Dossier géotechnique/ Diagnostic et renforcement de chaussée
- Plan des réseaux
- Le cadre du mémoire technique

Le marché peut être consulté et téléchargé dans sa totalité sur la plate-forme des Marchés Publics du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : <https://marches.departement13.fr>.

Le CD13 précise qu'il collecte les données à caractère personnel des candidats téléchargeant le DCE du présent marché. Le téléchargement du DCE vaut accord pour la réutilisation des données collectées dans le cadre de la stratégie achat du CD13, notamment pour la constitution d'une base de données fournisseurs. Ces données sont les suivantes : nom, numéro de téléphone et mail du contact. En cas d'opposition à ce traitement, merci d'adresser un mail à : [dpo13@departement13.fr](mailto:dpo13@departement13.fr)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français pour l'ensemble des documents remis.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Formulaire DC1 (lettre de candidature) et Formulaire DC2 (déclaration du candidat) ou Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E.)	Non

Dans le cas où le candidat souhaite avoir recours aux capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, **notamment un sous-traitant**, il devra obligatoirement renseigner la rubrique **H** du **DC2** (ou la rubrique C de la partie II du DUME). Il devra justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en produisant les documents mentionnés dans les tableaux ci-dessous. Il apportera la preuve qu'il disposera des capacités de ce ou ces opérateurs économiques pour l'exécution du marché. En cas de sous-traitance, la production du DC4 en pièce de l'offre sera considérée comme suffisante. Dans les autres cas, cette preuve peut être rapportée par tout moyen et notamment par un engagement écrit de l'opérateur économique sur les capacités desquelles le candidat s'appuie.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Si pour une raison justifiée (notamment pour les sociétés nouvellement créées), l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié.

Renseignements concernant les références professionnelles et/ou qualifications professionnelles de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement au cours des trois dernières années	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Liste des travaux de même nature exécutés au cours des cinq dernières années (montant, année, lieu d'exécution)	Non
---	-----

Le candidat peut justifier de ses capacités techniques et professionnelles par tout autre moyen.

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Lot 1 – Travaux d'aménagement de voirie

Nomenclature	Libellé
FNTP 321	Trafic important $150 < TMJA \leq 750$ Poids lourds/jour - Assises de chaussées
FNTP 3221	Trafic important $150 < TMJA \leq 750$ Poids lourds/jour – Revêtements en matériaux enrobés - Enrobés classiques
FNTP 3223	Trafic important $150 < TMJA \leq 750$ Poids lourds/jour - Revêtements en matériaux enrobés - Enrobés à température abaissée
FNTP 3224	Trafic important $150 < TMJA \leq 750$ Poids lourds/jour - Revêtements en matériaux enrobés - Enrobés recyclés

Lot 2 – Signalisations horizontale et verticales :

Nomenclature	Libellé
FNTP 3712	Mise en œuvre de marquage routier pour signalisation horizontale par moyens mécaniques autoportés sur routes bidirectionnelles
FNTP 3762	Pose de signalisation verticale permanente - Pose de panneaux de signalisation directionnelle

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

En l'absence de qualifications le candidat doit préciser ses références dans le domaine du marché, réalisées au cours des 5 dernières années, avec indication du maître d'ouvrage, de la nature exacte des travaux se rapportant à l'objet du marché concerné, du lieu, du montant et de l'année.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).**

Dans le cas où les candidats se présenteraient sous la forme d'un groupement, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1. Chaque membre du groupement peut, toutefois, remplir un formulaire DC1 : le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 que de membres du groupement. Dans ce cas, il appartient à chacun des membres de renseigner, de manière identique, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation du mandataire.

Si le groupement est désigné attributaire, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

**Si le candidat est une société nouvellement constituée, il devra indiquer la dénomination et l'adresse de l'organisme duquel sa demande d'inscription est en cours et être en mesure de**

**fournir les pièces justifiant cette demande (extrait Kbis par exemple). Il devra fournir toute information permettant de justifier de ses capacités techniques et financières.**

En application de l'article R2142-25 du Code de la commande publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

### **DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPEEN (D.U.M.E.)**

En application de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, **l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME), en lieu et place des documents DC1 et DC2 et leurs multiples annexes réclamées, rédigé en français conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution de la Commission Européenne du 05/01/2016 (UE-2016/7),**

Le DUME est disponible en version électronique au format.xml. permettant de renseigner le document e-DUME directement sur un des deux sites web :

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=f>

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il doit être dûment rempli par une personne habilitée à engager la société.

Si l'opérateur économique, et ses éventuels cotraitants ou sous-traitants utilisent le DUME, toutes les informations exigées au titre des DC1 et DC2 devront être obligatoirement renseignées.

**L'opérateur économique, et ses éventuels cotraitants ou sous-traitants ne sont pas dispensés de remplir les sections A, B et C de la partie IV « critères de sélection ».**

Un opérateur économique qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autre entités (y compris un sous-traitant), doit fournir à la fois son DUME et un DUME distinct pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct doit être remis pour chacun des cotraitants.

Les DUME de chacun des opérateurs devront contenir les informations demandées **dans la partie I, dans les sections A et B de la partie II, dans les sections de la partie III, IV et VI.**

Les candidats qui souhaitent réutiliser un DUME déjà utilisé dans une procédure antérieure devront confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables en application de l'article R2143-4 3ème alinéa du Code de la commande publique et que ces informations soient adaptées aux exigences de l'acheteur.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat selon le plan établi ci-dessous. Pour le lot 1, sera annexé au mémoire, le rapport SEVE.	Non

En cas d'absence ou de réponse incomplète sur l'un des éléments du mémoire, il en sera tenu compte dans la notation (jusqu'à la possibilité d'affecter une note nulle) sans que cela n'entraîne pour autant l'irrégularité de l'offre.	
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) dûment complétée, de préférence au format excel ou compatible et au format pdf.	Non
En cas de sous-traitance, DC4 dûment complété	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.departement13.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

### Conditions envoi copie de sauvegarde :

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

L'enveloppe portera obligatoirement la mention :

"Marché pour Création carrefour NORD RD7n - Commune de Sénas (13 560) »  
Copie de sauvegarde de l'offre déposée électroniquement  
en date du ..... à .....heure(s) .....minute(s)..... seconde(s)  
NE PAS OUVRIR"  
N° SIRET.....

Cette copie devra être remise contre récépissé du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 ou envoyée par pli recommandé avec avis de réception à l'adresse suivante :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône  
SAM-RP  
Bureau B6039  
Hôtel du Département  
52, Avenue de Saint Just  
13256 MARSEILLE CEDEX 20

Les formats des documents demandés sont indiqués dans l'annexe n°1 au présent document intitulé : "Procédure pour la remise des plis par voie électronique".

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

### **7.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## **8 - Examen des candidatures et des offres**

### **8.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. A ce titre, les candidats devront fournir, dans un délai qui leur sera précisé par courrier ou par voie électronique, tout document justificatif et autre moyen de preuve justifiant de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leur capacité économique et financière et de leurs capacités techniques et professionnelles au regard des exigences fixées au présent Règlement de consultation.

### **8.2 - Critères de jugement des candidatures**

- **Conformité aux obligations légales, fiscales et sociales.** Il s'agit de vérifier, conformément aux articles R2143-3 1° et R2143-4 du Code de la commande publique, que les candidats (chacun des membres du groupement et des éventuels sous-traitants) attestent d'une régularité de situation sur les plans légaux, sociaux et fiscaux.

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles du candidat conformément aux articles R2142-2, R2142-5 à R2142-14, R2142-25, R2143-11, R2143-12 et R2143-16 du Code de la commande publique.**

### 8.3 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

#### Pour le lot n°1 :

Critères	Pondération
<p><b>1-Prix des prestations</b></p> <p>Noté de 0 à 100 puis pondéré par application de la formule :</p> <p><i>Note du candidat = 100 x (prix de l'offre la moins disante/ Prix de l'offre du candidat)</i></p> <p>Le montant de l'offre est le montant total de la DPGF.</p>	<b>60.0 %</b>
<p><b>2- Critère technique : Qualité technique de l'offre</b></p> <p>Noté de 0 à 4 points correspondant aux appréciations suivantes :</p> <p>Très insuffisant ou non renseigné : 0 ; Insuffisant : 1 ; Assez bien : 2 ; Bien, satisfaisant : 3 ; Très bien, très satisfaisant : 4.</p> <p>Noté au regard des éléments d'appréciation détaillés au cadre de mémoire technique.</p> <p>Puis calculé de la manière suivante, sachant que le candidat ayant obtenu le nombre de points le plus élevé pour ce critère se verra attribuer la note de 100, puis pondéré :</p> <p><b>100 x (Note du mémoire du candidat/ Note la plus élevée des mémoires des candidats)</b></p> <p>Où :</p> <p><i>Note la plus élevée des mémoires des candidats = note du mémoire la plus élevée obtenue à l'issue de l'analyse des mémoires de tous les candidats</i></p> <p><i>Note du mémoire du candidat = note obtenue par le candidat pour le critère technique.</i></p> <p><b><u>N.B.: La taille du mémoire technique sera limitée à 30 pages (hors annexes et rapport standardisé SEVE, page de garde et sommaire). La taille d'écriture sera de 10 minimum police Arial. Les pages au-delà de la limite ne seront pas analysées.</u></b></p>	<b>30.0 %</b>
<p><b>3-Critère environnemental : Performance environnementale de l'offre</b></p> <p>Résultats de l'éco-comparateur SEVE ou équivalent :</p>	<b>10.0 %</b>

<p>Le critère sera noté sur 20. Chaque indicateur sera noté grâce à un rapport de la meilleure note obtenue de l'indicateur avec la valeur de l'indicateur du candidat affecté du coefficient dédié. Le nombre de points des candidats pour ce critère correspond à la somme des notes obtenues pour chaque indicateur.</p> <p>Le périmètre technique de l'évaluation environnementale est fourni dans le cadre de mémoire technique.</p> <p>Le total des points du critère sera ramené en base 100 en application de la formule : <math>100 \times (\text{note du critère du candidat} / \text{note la plus élevée des candidats pour ce critère})</math></p> <p><b>L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'un bilan SEVE après travaux devra être établi par le titulaire.</b></p>	
---	--

**Pour le lot n°2**

Critères	Pondération
<p><b>1-Prix des prestations</b></p> <p>Noté de 0 à 100 puis pondéré par application de la formule :</p> <p><i>Note du candidat = <math>100 \times (\text{prix de l'offre la moins disante} / \text{Prix de l'offre du candidat})</math></i></p> <p>Le montant de l'offre est le montant total de la DPGF.</p>	<b>60.0 %</b>
<p><b>2- Critère technique : Qualité technique de l'offre</b></p> <p>Noté de 0 à 4 points correspondant aux appréciations suivantes :</p> <p>Très insuffisant ou non renseigné : 0 ; Insuffisant : 1 ; Assez bien : 2 ; Bien, satisfaisant : 3 ; Très bien, très satisfaisant : 4.</p> <p>Noté au regard des éléments d'appréciation détaillés au cadre de mémoire technique.</p> <p>Puis calculé de la manière suivante, sachant que le candidat ayant obtenu le nombre de points le plus élevé pour ce critère se verra attribuer la note de 100, puis pondéré :</p> <p><b><math>100 \times (\text{Note du mémoire du candidat} / \text{Note la plus élevée des mémoires des candidats})</math></b></p> <p>Où :</p> <p><i>Note du mémoire du candidat = note obtenue par le candidat pour le critère technique</i></p> <p><i>Note la plus élevée des mémoires des candidats = note du mémoire la plus élevée obtenue à l'issue de l'analyse des mémoires de tous les candidats</i></p> <p><b><u>N.B.: Pour L'ENSEMBLE des critères 2 et 3, la taille du mémoire technique sera limitée à 35 pages annexes incluses (hors page de garde et sommaire). La taille d'écriture sera de 10 minimum police Arial.</u></b></p>	<b>30.0 %</b>

<p><b>3- Critère environnemental : Performance environnementale</b></p> <p>Noté de 0 à 4 points correspondant aux appréciations suivantes : Très insuffisant ou non renseigné : 0 ; Insuffisant : 1 ; Assez bien : 2 ; Bien, satisfaisant : 3 ; Très bien, très satisfaisant : 4.</p> <p>Noté au regard des éléments d'appréciation détaillés au cadre de mémoire technique.</p> <p>Puis calculé de la manière suivante, sachant que le candidat ayant obtenu le nombre de points le plus élevé pour ce critère se verra attribuer la note de 100, puis pondéré :</p> <p><b>Note critère environnemental : <math>100 \times \frac{\text{Note environnementale du candidat}}{\text{Note environnementale la plus élevée des candidats}}</math></b></p> <p>Où :</p> <p><i>Note environnementale la plus élevée des candidats = note environnementale la plus élevée obtenue à l'issue de l'analyse des mémoires de tous les candidats.</i></p> <p><i>Note environnementale du candidat – note obtenue par le candidat pour le critère environnemental</i></p> <p><b><u>N.B.: Pour L'ENSEMBLE des critères 2 et 3, la taille du mémoire technique sera limitée à 35 pages annexes incluses (hors page de garde et sommaire). La taille d'écriture sera de 10 minimum police Arial.</u></b></p>	<p><b>10.0 %</b></p>
---	----------------------

Lors de l'examen des offres, une vérification matérielle des offres de prix des candidats sera effectuée. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire il n'en sera pas tenu compte et seul le montant total de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) fera foi.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix global et forfaitaire de la DPGF.

#### **8.4 - Suite à donner à la consultation**

Le pouvoir adjudicateur prévoit la possibilité éventuelle de recourir à une négociation. La négociation sera menée avec les 3 candidats arrivés en tête de classement selon les modalités suivantes : négociation écrite et/ou orale. La négociation pourra se dérouler en un ou plusieurs tours. Toutefois, le marché pourra être attribué sur la base des offres initiales sans négociation. Dans ce cas, en application de de l'article R2152-2 du Code de la commande publique, la régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre, sans avoir recours à la négociation ou à la régularisation des offres irrégulières.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat individuel ou en cas de groupement, chaque membre du groupement, et le(s) éventuel(s) sous-traitant(s) justifie ne pas être dans un des motifs d'exclusion. A ce titre il devra remettre, dans un délai qui lui sera précisé ou par voie électronique les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 et R2143-16 du Code de la commande publique.

Le candidat qui est établi hors de France et qui envisage de détacher temporairement un salarié sur le territoire national pour l'exécution de ce marché doit en informer le pouvoir adjudicateur et fournir, avant le début de détachement, en application des articles L.1262-4 et R.1263-12 du Code du travail, les documents ci-après:

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R1263-3-1, R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du Code du travail.
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-2 du Code du travail.

Afin de simplifier le dépôt des offres, les candidats ne sont plus tenus de signer l'offre présentée. En revanche, l'acte d'engagement signé sera exigé du seul candidat auquel est envisagé d'attribuer le marché qui devra strictement se conformer à l'offre qu'il aura déposée et pour laquelle il est engagé. A cet effet, le pouvoir adjudicateur renseignera l'acte d'engagement avant de l'adresser, par voie électronique au travers du profil d'acheteur, non revêtu de sa signature, au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché. Celui-ci remplira alors les rubriques qui n'ont pu être renseignées par le pouvoir adjudicateur, **le signera de préférence électroniquement** et le retournera via le profil d'acheteur à ce dernier, dans un délai qui lui sera précisé par voie électronique.

Dans le cas où l'attributaire pressenti ne signerait pas son offre dans le délai imparti, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après pourra être sollicité directement.

## **9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.departement13.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **9.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Marseille

31 Rue Jean François Leca

13002 MARSEILLE

Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Marseille

31 Rue Jean François Leca

13002 MARSEILLE

Tél : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 89

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr